

## Dépêche AEF : Plan de reprise des cours : qu'en pensent les principaux représentants de proviseurs, d'enseignants et de parents ?

9-12 minutes

La reprise le 11 mai est "impossible" jugent le Snuipp-FSU, le SE-Unsa et la CGT Educ'action, quand le SNPDEN estime avoir été "entendu". Les réactions des organisations représentatives de chefs d'établissements, d'enseignants et de parents d'élèves au plan de déconfinement présenté par le Premier ministre le 28 avril 2020 ([lire sur AEF info](#)) sont variées. Plusieurs organisations (Snes, Snalc, SUD) se disent "toujours dans le flou", notamment sur la question des garanties sanitaires. D'autres, comme la FCPE, craignent que la latitude laissée au niveau local ne renforce les inégalités.



Les écoles maternelles et élémentaires seront les premières à rouvrir, "de manière très progressive" et "sur la base du volontariat", a annoncé le Premier ministre le 28 avril.

Le Premier ministre a présenté ce mardi 28 avril les modalités prévues pour la réouverture des écoles, collèges et lycées. D'après le scénario retenu, les écoles maternelles et élémentaires rouvriraient à compter du 11 mai, puis les collèges à partir du 18 mai dans les départements moins touchés par l'épidémie, en

commençant par les classes de 6e et 5e. La réouverture des lycées serait décidée fin mai, pour une reprise éventuelle courant juin, en commençant par les lycées professionnels. Voici les réactions des principaux syndicats de personnels de direction, d'enseignants et de fédération de parents d'élèves.

Les chefs d'établissement

**SNPDEN-Unsa.** Philippe Vincent, contacté par AEF info, a le sentiment qu'une "partie de nos messages d'alerte ont été entendus par rapport à ce qu'avait indiqué Jean-Michel Blanquer" ([lire sur AEF info](#)). Et le secrétaire général du SNPDEN-Unsa de citer un "dispositif moins précoce, moins rapide en termes de montée en charge et moins globalisant en termes d'approches de l'ensemble du système". Le plan du Premier ministre "nous va mieux", ajoute-t-il.

Pour les collèges, Philippe Vincent est satisfait que ceux en zone rouge (fortement touchés par l'épidémie) "ne rouvrent pas et soient donc protégés des risques sanitaires". Dans les zones vertes, ce sont les élèves les plus jeunes qui vont revenir à l'école et au collège en premier, ce qui "correspond à la logique sanitaire puisque, apparemment, ce sont eux qui prennent moins de risques".

Concernant les lycées, le proviseur imagine que leur rentrée "sera reportée définitivement ou, en tout cas, ne les voit pas assurer d'enseignement au sens strict du terme, mais plutôt effectuer des opérations d'orientation, d'inscriptions..."

Philippe Vincent regrette enfin qu'il "manque toujours le préalable du protocole sanitaire car tant que nous n'avons pas le document, le raisonnement très théorique restera hypothétique".

**ID-FO.** Le secrétaire général d'ID-FO, Franck Antraccoli, joint par AEF info, "s'interroge sur la différence entre collèges et lycées : pourquoi ne pas appliquer le même calendrier, alors que c'est tout à fait possible ?". En outre, il se questionne sur les "objectifs de cette réouverture" en termes pédagogiques : "Si on ouvre tardivement, ce qui est la sagesse par rapport aux préconisations sanitaires, on ne peut pas considérer qu'on va faire cours pendant le temps qu'il reste. Il faut donc assigner des objectifs précis – soutien, orientation, etc. - pour des raisons d'équité entre élèves. L'Éducation doit rester nationale et les élèves ne peuvent pas avancer différemment selon les territoires". Il regrette enfin qu'il n'y ait "pas eu d'éléments sur les classes de 4e et 3e".

les enseignants

**Snuipp-FSU.** Interrogée sur France info, Francette Popineau juge

"absolument impossible de repartir dès le 11 ou le 12 mai". Pour la secrétaire générale du premier syndicat de professeurs des écoles, il faut auparavant que "les collectivités, les enseignants et les représentants de parents se soient réunis localement pour faire des aménagements nécessaires". La syndicaliste demande donc "un temps de concertation".

Elle s'interroge aussi sur la mise en place de groupes de 15 élèves en raison de la taille des salles de classe : "Si on veut 1 mètre de rayon entre chaque enfant, il faudra prévoir 8 ou 10 élèves par classe."

Francette Popineau se montre enfin sceptique quant au choix de faire revenir les plus jeunes enfants à l'école d'abord : "On n'est pas du tout certain qu'ils ne soient pas propagateurs du virus. Or on sait très bien que les enfants ne respecteront pas la distanciation sociale. Si nous allons trop vite, nous prenons le risque d'une deuxième vague épidémique qui partirait de l'école élémentaire."

**Snes-FSU.** "Le Snes-FSU est en colère, nous attendons des clarifications après plusieurs semaines de cacophonie", indique la secrétaire générale adjointe du Snes, Sophie Vénétiay, à AEF info. "Nous sommes toujours dans le flou en ce qui concerne la réouverture des lycées et les garanties sanitaires."

Elle juge "le renvoi au local très problématique" car "cela présage des inégalités dans les conditions de réouverture des établissements scolaires". Sophie Vénétiay estime aussi que le regroupement de 15 élèves par classe est trop élevé.

Enfin, le Snes maintient sa position, assure-t-elle : "Sans garantie pour la sécurité des personnels, il ne peut y avoir de reprise."

**Snalc.** "Nous n'avons pas du tout eu les éclaircissements que nous attendions", réagit Jean-Rémi Girard, président du Snalc sur LCI qui pense notamment aux "conditions sanitaires" de la reprise. "Nous sommes toujours dans une situation dangereuse pour les élèves et professeurs", ajoute-t-il. Il regrette que l'avis du Conseil scientifique rendu public le 25 avril, qui s'était prononcé pour une fermeture des établissements scolaires jusqu'en septembre, ne soit "toujours pas suivi".

Et d'ajouter : "Globalement, la logique qui est retenue est de faire reprendre les plus jeunes en premier, c'est-à-dire ceux qui sont incapables de se garder seuls. C'est une logique plutôt économique. Qu'on arrête de nous parler du social."

**Sgen-CFDT.** "Il y a un bougé sensible par rapport à ce qu'avait présenté Jean-Michel Blanquer mais il reste beaucoup de

questions, notamment pour les niveaux que le Premier ministre n'a pas listé explicitement", estime Catherine Nave-Bekhti.

La secrétaire générale du Sgen-CFDT estime "judicieux la différenciation territoriale de la reprise selon les conditions sanitaires". En revanche, elle regrette le fait que "les enfants pourraient être accueillis dès le 11 mai alors qu'il est impératif qu'il y ait un temps de pré-rentrée". Selon le Sgen, "les enfants ne pourront pas être accueillis le 11 ni le 12". Et de demander "une semaine de pré-rentrée, pour 'refaire collectif', construire l'organisation pédagogique et vérifier in situ le cadre sanitaire des locaux".

Par ailleurs, Catherine-Nave-Bekhti préconise le renforcement des liens avec les "structures sociales pour renouer le lien pédagogique avec les élèves qui ont été éloignés de l'école pendant le confinement".

**SE-Unsa.** Pour le SE-Unsa, "la reprise de l'école et du collège présentée par le Premier ministre est inacceptable et impossible. Les personnels n'en peuvent plus de ces injonctions qui placent l'école en dehors du cadre sanitaire du reste de la société", s'indigne Stéphane Crochet sur twitter.

Pour la **CGT Educ'action**, "rien ne sera prêt pour assurer une réouverture dans des conditions sanitaires satisfaisantes en mai". Le syndicat considère que "le Premier ministre n'a livré quasiment aucune information sur les moyens permettant cette réouverture sans mettre en danger les élèves, leurs familles, les personnels et sans provoquer une seconde vague de l'épidémie".

La CGT Educ'action réclame "l'abandon de cet objectif du 11 mai et de ne décider d'une date qu'après avoir travaillé aux conditions de réouverture". "Plutôt que de rater une réouverture précipitée, travaillons plutôt à réussir la rentrée de septembre que ce soit tant au niveau des conditions sanitaires que des moyens à mettre en œuvre pour rattraper les retards accumulés cette année."

**SUD.** Pour SUD-Education, "il ne doit y avoir aucune réouverture avant septembre" et le syndicat incite les personnels à exercer leur droit de retrait à compter du 11 mai. Le syndicat estime que le plan présenté par le Premier ministre reste "toujours très flou en termes d'organisation et largement renvoyé au niveau local". SUD juge que les garanties sanitaires pour les personnels ne sont pas remplies et indique qu'il a entamé lundi 27 avril une procédure devant les juridictions administratives contre la réouverture des écoles et établissements le 11 mai.

les parents d'élèves

**FCPE.** La FCPE "souhaite un retour à l'école qui soit sécurisé", or "il y a encore trop d'incertitudes", réagit Carla Dugault, sa co-présidente. "Les parents ne souhaitent pas renvoyer leurs enfants à l'école, en maternelle et en élémentaire, c'est ce que nous disent nos adhérents", complète Rodrigo Arenas. Il craint aussi que "des inégalités s'installent au moment du déconfinement" en raison de la latitude laissée aux autorités locales.

**Peep.** Hubert Salaün, porte-parole de la Peep, fédération de parents d'élèves, se félicite sur France info du "calendrier détendu" annoncé par le Premier ministre par rapport aux hypothèses avancées la semaine dernière par Jean-Michel Blanquer. "Les équipes ont plus de temps pour s'adapter et préparer une rentrée calibrée établissement par établissement", indique-t-il. Et d'ajouter : "Il ne faut pas que le troisième trimestre soit complètement perdu pour la scolarité des élèves. Il faut que l'accueil soit de bonne qualité quand ils vont revenir."